

en pleine possession. C'est que le commerce capitaliste n'est ni fasciste, ni anti-fasciste : il est profit tout court.

Le marché de la guerre espagnole est nécessaire à tous les États capitalistes (y compris la Russie) qui peuvent y greffer un peu leur « reprise économique », sans compter l'exutoire formidable qu'il est pour l'Italie ou l'Allemagne et pour l'Union Sacrée qui existe dans tous les pays.

Le prolétariat espagnol a le droit au soulèvement armé contre les brigands impérialistes qui de concert avec ses bourreaux le martyrisent. Ce droit c'est l'histoire qui le lui donne car lui seul a la fonction de renverser violemment la société capitaliste et d'instaurer un nouvel ordre. Ce n'est pas en adjurant jusqu'au bout le gouvernement de Negrin, qu'enfin lassé il devra le prendre, mais de suite, pour faire cesser la guerre capitaliste et lutter pour sa révolution. En empruntant ce chemin, les ouvriers espagnols auraient à leurs côtés les exploités du monde entier qui déclencheraient leur bataille contre fascisme, Front Populaire, centrisme, contre toutes les formes de la domination capitaliste.

La situation en Belgique

Lorsque le gouvernement Van Zeeland déposait, il y a plus d'un an, le bilan de l'Union Sacrée, des difficultés surgissaient pour la « reconduction » du programme de concentration nationale qui avait permis à la Belgique de traverser sans de grands remous sociaux, le cap de la dévaluation et de l'attaque frontale contre le prolétariat. Sous le couvert de discussions, au sein des trois partis, le P.O.B., les catholiques, les libéraux, au sujet de la réforme de l'État et de l'organisation des professions, se dissimulait la nécessité de pousser de l'avant l'attaque bourgeoise dans des conditions où le conflit éthiopien avait jeté de la lumière sur les situations tumultueuses dans lesquelles allait entrer le capitalisme de tous les pays.

Les grèves spontanées de juin 1936, coïncidant avec une première crise gouvernementale, eurent pour effet de remettre debout la vieille combinaison Van Zeeland et la crainte de la bourgeoisie lui fit remettre à plus tard ses projets.

Le déclenchement de la guerre d'Espagne, la nouvelle phase d'Union Sacrée dans laquelle on entra sous l'effet de ses répercussions dans chaque pays, firent de Van Zeeland un précieux champion de « l'antifascisme », ce qui n'était que le masque jeté sur une politique allant se baser presque exclusivement sur l'exploitation économique par la Belgique du nouveau marché international de la guerre.

Mais la phase de saturation de la production de guerre qui atteignit son point culminant au moment même où, heureusement pour le capitalisme, éclatait la guerre en Chine, se traduira par une phase de difficultés qui en Belgique, pays essentiellement industriel, se feront fortement sentir. Certes, les ouvriers seront comprimés par le lourd appareil des partis traditionnels, mais il n'en subsistera pas moins un mécontentement que les partis de la bourgeoisie tenteront de comprimer. Les projets de réforme de l'État et de la légalisation des syndicats reviendront à la surface et de longues discussions se feront partout.

Le dernier Congrès de la Commission Syndicale (réformiste) gravitera autour de ces problèmes, c'est Rens, commissaire socialiste à la « Défense Nationale », qui sera rapporteur et le fait est peut-être plus qu'une simple coïncidence. Mais ce Congrès ne pouvait que discuter du problème, sans arriver à une solution nette car il valait mieux laisser « mûrir » les projets par les manœuvres « des camarades ministres », que de mettre en méfiance les ouvriers par des positions claires à ce sujet.

La situation était alors caractérisée par une lassitude des ouvriers coïncidant un

peu, au point de vue international, avec une lassitude envers le battage antifasciste pour la guerre. L'absence de mouvements de classe ne permettait pas aux partis du capitalisme d'aboutir à une décision nette sur les problèmes centraux de la réforme de l'État et de l'organisation professionnelle. Pour les socialistes, il s'agissait de légaliser l'état de fait, alors que les catholiques et les libéraux voyaient dans la lassitude ouvrière un élément favorable pour faire de ces deux problèmes un point de départ pour une transformation plus radicale des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière. Tous les partis avaient cependant un élément commun : l'opinion qu'il était encore possible d'accommoder, au travers de certaines transformations, les organisations syndicales au système capitaliste. Une destruction des syndicats ne devenait concevable que si une réaction gigantesque des prolétaires mettait en danger les projets de reformation de la bourgeoisie belge. C'est dans cette période qu'éclate le scandale de la Banque Nationale et que REX refait son apparition.

De quoi s'agit-il ? D'une simple campagne alimentée par les milieux capitalistes pour déterminer une atmosphère propice à une rapide réorganisation des rouages de l'appareil de domination capitaliste. REX n'est ici qu'un simple pion, sorte d'épouvantail que l'on gonfle et dégonfle à volonté, pour obtenir une modification qu'il devenait difficile d'opérer par les voies parlementaires légales. Van Zeeland que, en avril, était le champion de l'antifascisme contre REX, doit démissionner après avoir été compromis dans une affaire de « cagnotte » où, comme d'autres gouverneurs de la Banque Nationale, il avait puisé largement. Le scandale de la Banque Nationale, qui devint vite un scandale financier, est admirablement exploité par le capitalisme et c'est ainsi que l'on aboutit à la crise actuelle. Des trois tentatives qui furent tentées pour constituer un gouvernement se dégagent une série d'éléments extrêmement caractéristiques. De Man échoue devant l'opposition libérale qui ne veut pas des réformes de structure du père du Plan du Travail. Pourtant ce dernier, dans son grand discours d'Anvers, avait mis en évidence que le P.O.B. n'était plus un parti de classe mais le parti de la nation ; que la force répressive du capitalisme devait, dans la communauté nationale belge, être dénommée par toutes les classes « notre gendarmerie et notre armée ». Piclot, représentant de la droite catholique, ancien ministre de l'Intérieur connu pour ses velléités ultra réactionnaires, échoue devant l'opposition des socialistes qui craignent un sursaut des ouvriers. Spaak essaiera bien de constituer le « gouvernement de la bonne humeur », mais l'ex-chef de la gauche socialiste, qui aura pourtant donné d'amples garanties sur son conservatisme social, échouera devant l'impossibilité où le mettra le Conseil Général du P.O.B. de constituer un gouvernement trop ouvertement « Socialisme National » et sous la tutelle de De Man. Tous les partis proclameront cependant leur accord sur « le programme » et la crise apparaîtra comme une crise de « personnalité ». Le président du Bloc Catholique Belge clarifiera la situation en déclarant publiquement qu'après tout un gouvernement à direction socialiste, malgré sa bonne volonté, ne donnerait pas assez de garanties pour l'organisation professionnelle.

Mais l'échec des divers « formateurs », la période d'attente actuelle a une signification : il faut préparer l'opinion à un programme gouvernemental d'extrême droite avec un personnel qui soit autant que possible fourni par les trois partis. Ce qu'il faut, c'est une plateforme d'extrême droite, avec un personnel d'Union Sacrée, sachant combiner la violence étatique avec les discours démagogiques ; enfin, qui accorde l'organisation sociale à la phase d'économie de guerre.

La Belgique est donc toujours sans gouvernement, mais la bourgeoisie a déjà fixé les lignes de la politique qu'elle va suivre, elle sait à quoi elle devra faire face, et la crise actuelle mûrit la base du cabinet qu'il lui faut, celui de la réforme de l'État et de l'organisation des professions.